

LYCÉE LE REBOURS



44 Bd Auguste Blanqui 75013 Paris

EXTENSION, REAMENAGEMENT ET MISE EN ACCESSIBILITE

Dossier de Consultation Entreprises



LOT 09 – FAUX-PLAFONDS

Maître d'ouvrage	Maître d'œuvre
 <p>LYCÉE LE REBOURS 44 boulevard Auguste Blanqui 75013 Paris T : 01 55 43 28 88 F : 01 43 36 17 57</p>	 <p>11 rue Jouvenet 75016 Paris T : 01 44 14 95 00 F : 01 44 14 95 15 M. Sylvain PIRON M. Alain PESKINE piron@edarchitectes.net peskine@edarchitectes.net</p>
Fondations Etude de sols	Economiste
<p>SOLER CONSEIL 12 rue René Cassin - ZA la Bonde - 91 300 Massy T : 01.60.11.04.10 - F : 01 60 11 13 08 M. Pascal CAPORALI : info@solerconseil.fr</p>	<p>DEMETER ETICC 46 Rue de L'Eglise 78890 Garancières T : 01 34 86 22 60 - F : 01 34 86 45 79 M. Laurent BINTEIN : laurent.bintein@demetereticc.com</p>
Bureau de contrôle	BET Structure
<p>BTP Consultants 202 Quai de Clichy 92110 Clichy T : 01.42.70.76.07 - F : 01 42 70 64 15 M. Rony CHEBIB : rony.chebib@btp-consultants.fr</p>	<p>Cabinet Miécaze 47 rue de Charenton 75012 Paris T : 01 44 73 40 50 - F : 01 44 73 40 30 M. Jean-Pierre Miécaze : jpm-cofer@wanadoo.fr</p>
BET Structure bois	BET CFO CFA / SSI
<p>J.-L. LINARES 13 rue Ducy - BP 316 - 27003 Evreux cedex T : 02.32.33.17.52 - F : 02.32.33.54.47 M. Jean-Louis LINARES : betjllinares@wanadoo.fr</p>	<p>Cabinet BLEUSE 42-44 Rue Danton 94270 Le Kremlin Bicêtre T : 01 46 71 78 78 - F : 01 46 58 31 05 M. BLEUSE : bleuse4244@wanadoo.fr</p>
BET CVC Chauffage Plomberie	
<p>SATES 12 imp. des Terrasses de Seine 91450 Soisy-sur-Seine T : 01 69 89 07 38 - F : 01 60 75 77 82 M. Pierre GHESQUIERE : sates@wanadoo.fr</p>	

1. GENERALITES.....	3
1.1. <i>Préambule.....</i>	3
1.2. <i>Objet du présent document.....</i>	3
1.3. <i>Consistance des travaux.....</i>	3
1.4. <i>Documents de référence.....</i>	3
1.5. <i>Ordre de préséance.....</i>	4
1.6. <i>Pièces à fournir.....</i>	4
1.6.1. <i>Avant le démarrage des travaux :</i>	4
1.6.2. <i>Avant la réception des travaux.....</i>	5
1.6.3. <i>Fournisseurs, sous-traitants et co-traitants.....</i>	6
1.7. <i>Présentation des offres.....</i>	6
1.7.1. <i>Cadre de bordereau.....</i>	6
1.7.2. <i>Prestations à la charge de l'entrepreneur.....</i>	7
1.7.3. <i>Contraintes particulières.....</i>	7
1.7.4. <i>Responsabilité de l'entreprise.....</i>	8
1.7.5. <i>Brevets.....</i>	8
1.7.6. <i>Contacts avec les services publics et privés.....</i>	8
1.7.7. <i>Dispositions d'hygiène et de sécurité.....</i>	8
1.7.8. <i>Equipements de sécurité.....</i>	9
1.8. <i>Prescriptions techniques générales.....</i>	9
1.8.1. <i>Nature et qualité des matériaux et produits en général.....</i>	9
1.8.2. <i>Spécifications particulières concernant les matériaux et produits.....</i>	10
1.8.3. <i>Choix des matériaux.....</i>	11
1.8.4. <i>Protection incendie.....</i>	11
1.9. <i>Prescriptions de mise en œuvre.....</i>	11
1.9.1. <i>Généralités.....</i>	11
1.9.2. <i>Supports des plafonds.....</i>	12
1.9.3. <i>Ossatures - Suspentes – Fixations.....</i>	12
1.9.4. <i>Revêtement de plafond.....</i>	13
1.9.5. <i>Coordination avant et pendant les travaux.....</i>	13
1.9.6. <i>Sujétions imposées par les impératifs des autres corps d'état.....</i>	13
1.9.7. <i>Joints de dilatation.....</i>	13
1.9.8. <i>Nettoyage.....</i>	14
2. DESCRIPTIONS DES OUVRAGES.....	15
2.1. <i>Plafond bois extérieur.....</i>	15
2.2. <i>Plafonds suspendus en dalles de laine minérale.....</i>	15
2.3. <i>Faux-plafonds existants.....</i>	16
2.4. <i>Jouées BA 13.....</i>	16

1. GENERALITES.

1.1. Préambule.

L'entrepreneur est informé qu'en outre des prescriptions contenues dans les documents de son chapitre, il doit prendre connaissance de la totalité des pièces concernant tous les lots, quelles qu'elles soient et notamment du lot 00 – Généralités communes à tous les corps d'états.

1.2. Objet du présent document.

Le présent document a pour objet de définir l'étendue des travaux de FAUX-PLAFONDS pour l'extension, le réaménagement et la mise en accessibilité du Lycée Le Rebours à PARIS XIII^{ème}.

Il constitue le Cahier des Clauses Techniques Particulières propre au présent Chapitre.

Les conditions imputées devront être respectées rigoureusement. Ne seront admises que les dérogations ayant reçu l'agrément du Maître d'œuvre et ayant pour cause :

- *les qualités des matériaux ou matériels,*
- *les délais d'approvisionnement ou de réalisation.*

1.3. Consistance des travaux.

Les travaux à réaliser comprennent les fournitures et mises en œuvre des ouvrages à la charge de l'entrepreneur titulaire du présent lot.

L'entrepreneur est, par le fait de son acte d'engagement, réputé avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement des travaux, des conditions générales et locales, particulièrement des conditions relatives aux moyens de communication, de transport, au stockage des matériaux, aux disponibilités de main-d'œuvre, en eau, énergie électrique et à tout autre élément pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues sur le site et sur les prix de ceux-ci.

Avant toute exécution, l'entrepreneur doit vérifier la totalité du dossier de consultation, notamment lors de la visite du site.

1.4. Documents de référence.

Tous les travaux seront exécutés suivant les normes et règlements en vigueur à la date de réalisation des travaux et notamment :

- *Documents Techniques Unifiés (D.T.U.).*
- *Normes Françaises.*
- *Le Code du travail.*
- *Les Cahiers du C.S.T.B.*
- *Arrêté du 17 mars 2011 modifiant l'arrêté du 1er août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création*

- Réglementation Thermique 2005.
- Notice acoustique et thermique.
- etc.

Tous les textes en vigueur ne constituent que des minima à réaliser. Toutes descriptions des pièces écrites ou dessinées devront être respectées lorsqu'elles sont plus contraignantes que les règlements en vigueur.

Il est rappelé que tous les matériaux utilisés non normalisés devront faire l'objet d'un avis technique (en cours de validité) du C.S.T.B.

1.5. Ordre de préséance.

Dans le cas éventuel de divergences ou discordances implicite ou explicite entre les spécifications du C.C.T.P. et les prescriptions des D.T.U. et des normes, il est précisé ce qui suit.

En ce qui concerne les D.T.U. ou normes :

- *pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc., ce sont les prescriptions des D.T.U. et des normes qui prévaudront ;*
- *pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ce sont les clauses du C.C.T.P. qui prévaudront.*
- *Pour ce qui est des textes « Consistance des travaux » ou autres textes ayant le même objet, figurant dans les D.T.U., ce sont toujours les spécifications du C.C.T.P. qui prévaudront.*

1.6. Pièces à fournir.

Pour l'ensemble des ouvrages décrits au présent C.C.T.P., l'entrepreneur titulaire du présent Chapitre devra fournir en temps utile :

1.6.1. Avant le démarrage des travaux :

- *les documents nécessaires d'éléments de construction, liés étroitement avec les prestations dues au présent chapitre,*
- *les plannings d'approvisionnement et de montage avec les effectifs d'intervention ainsi que les noms des responsables de l'opération,*
- *les doubles des commandes des principaux matériaux et matériels,*
- *le planning des essais des installations,*
- *la présentation des échantillons de matériaux ou matériels.*

L'entrepreneur devra établir à partir des plans et schémas du dossier de consultation tous les plans détaillés d'exécution complémentaires et détails de toute nature pouvant s'avérer nécessaires en cours d'exécution. Ces plans seront soumis à l'approbation préalable du Maître d'œuvre, quinze (15) jours avant l'engagement des travaux

afférents aux ouvrages, desquels ils relèvent. Il apportera les modifications demandées par le Maître d'œuvre avant de passer à leur exécution.

L'approbation de ses plans ne relève pas l'Entrepreneur de sa responsabilité des erreurs futures qui pourraient exister.

Les calculs sur sorties informatiques seront facilement vérifiables. Toutes les justifications de calculs manuels seront fournies au Maître d'œuvre, à sa demande.

1.6.2. Avant la réception des travaux.

1.6.2.1. A la réception technique.

La réception technique est subordonnée à la fourniture en quatre exemplaires d'un dossier technique comportant :

- *le quitus du bureau de contrôle sur les ouvrages exécutés,*
- *tous les plans d'ensemble ou de détails, conformes à l'exécution, mis à jour conformément aux demandes du bureau de contrôle technique et du Maître d'œuvre,*
- *un CD ROM comportant tous les derniers plans au dernier indice sous forme de fichiers au format DXF ou DWG,*
- *les notes de calcul du dernier indice,*
- *les notices détaillées d'exploitation et de fonctionnement,*
- *les notices d'entretien et de démontage,*
- *les notices de préconisation et recommandations,*
- *les conseils de sécurité relatifs aux ouvrages et installations,*
- *la liste de pièces de rechange avec indications de la fréquence de remplacement,*
- *les procès verbaux d'essais, d'épreuves et de contrôles techniques, conformément aux normes et aux prescriptions des marchés et documents annexes, précisant qu'ils sont à la charge de l'Entrepreneur,*
- *etc.*

1.6.2.2. A la réception administrative et financière.

La réception administrative est subordonnée à la fourniture en quatre exemplaires des pièces suivantes :

- *les attestations d'assurances et qualifications de l'attributaire du chapitre ou du mandataire commun,*
- *la liste des noms et coordonnées des co-traitants éventuels avec pour chacun d'eux les attestations d'assurances et de qualifications,*
- *le résumé des garanties assurées par l'Entreprise et par ses éventuels co-traitants et fournisseurs et ce sous forme synthétique,*
- *le mémoire définitif des travaux du présent Chapitre,*
- *la lettre de quitus de non réclamation après réception.*

1.6.3. Fournisseurs, sous-traitants et co-traitants.

Le choix des fournisseurs et des sous-traitants devra obtenir l'agrément du Maître d'œuvre.

Toutefois, cet agrément ne saurait dégager l'entrepreneur d'une partie de ses responsabilités et, en particulier, la qualité ou le niveau de performance à atteindre ainsi que le respect des délais de réalisation.

1.7. Présentation des offres.

Avec l'offre, l'Entrepreneur devra fournir une note technique détaillée spécifiant principalement :

- *les marques, types des matériaux et matériels et le nom des fournisseurs,*
- *les caractéristiques de fabrication (en particulier la définition de ces caractéristiques devra être suffisamment explicite au cas où le matériel différerait de celui demandé),*
- *les caractéristiques de pose particulières faisant l'objet de contraintes pour les autres corps d'état,*
- *les caractéristiques de finition (peinture, revêtement, etc.),*
- *les listes de références du matériel proposé.*

Les offres devront comporter les prix unitaires et un planning détaillé récapitulant les temps estimés aux différentes tâches.

Les offres, ne respectant pas ces différentes clauses, seront éliminées comme non conformes. Aucune réclamation ne sera acceptée.

Les spécifications et conditions indiquées au C.C.T.P. ne sont pas limitatives, les entreprises devront prévoir, dans l'établissement de leur projet, tout le matériel nécessaire, même si ce matériel n'est pas explicitement décrit dans le présent document.

Elles ne pourront se prévaloir après le dépôt de leur offre, d'erreurs ou d'omissions aux plans et aux textes du C.C.T.P.

1.7.1. Cadre de bordereau.

Le C.C.T.P. est complété par un cadre de décomposition du prix global et forfaitaire qui devra être obligatoirement complété totalement par les prix unitaires et globaux.

L'Entrepreneur aura la faculté de compléter ce cadre avec les postes complémentaires qu'il jugerait nécessaires, mais en conservant le cadre d'origine.

1.7.2. Prestations à la charge de l'entrepreneur.

Sans restriction, l'entrepreneur du présent Chapitre aura à sa charge :

- *l'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations de chantier,*
- *la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché,*
- *l'établissement des plans de réservation,*
- *la réception de l'état des supports en présence de l'Entreprise générale et de l'entrepreneur ayant réalisé les supports,*
- *le nettoyage des supports et l'enlèvement des déchets,*
- *le ou les plans d'appareillage et de calepinage,*
- *la fourniture et pose des plafonds prévus au marché, y compris la fourniture et pose des ossatures primaires et/ou secondaires nécessaires,*
- *la fourniture et pose des accessoires tels que profilés de finition, d'arrêts, cornières de rives, etc., et tous les autres accessoires de pose et de fixation,*
- *la fourniture et pose des couvre-joints ou autres dispositifs au droit des joints de dilatation, le cas échéant,*
- *la fourniture et mise en place des matelas isolants le cas échéant,*
- *les entailles, découpes, etc., pour recevoir luminaires, bouches d'aération et autres,*
- *tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux,*
- *le nettoyage des ouvrages finis pour la réception sans aucune tache ou autre,*
- *la protection des ouvrages jusqu'à la réception,*
- *la protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent lot,*
- *et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux,*
- *les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux,*
- *le ramassage et la sortie des déchets et emballages,*

1.7.3. Contraintes particulières.

L'entrepreneur devra tenir compte de l'occupation des locaux des bâtiments au voisinage immédiat et prendre les dispositions nécessaires pour éviter de gêner les occupants ou créer des nuisances de quelque nature que ce soit. Il devra veiller à ne dégager aucun gaz, fumées ou odeurs gênantes, salissants destructifs ou toxiques et ne provoquer aucune perturbation dans les installations électriques et spécialement radio électrique.

L'Entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires contre les perturbations et destructions qui pourraient entraîner des phénomènes électrolytiques, des courants vagabonds, etc.

1.7.4. Responsabilité de l'entreprise.

L'acceptation par le Maître d'ouvrage du projet présenté, ainsi que tous les calculs, dessins et graphiques s'y rattachant, ne diminue en rien la responsabilité de l'Entrepreneur.

Il appartient à ce dernier d'établir son étude pour que les prix unitaires et le prix global, qu'il indique, soient calculés en tenant compte des dispositifs, diamètres de canalisations, caractéristiques du matériel, des difficultés d'exécution, des impératifs du Maître d'ouvrage, etc.

En toute circonstance, l'Entrepreneur demeure seul responsable de tous les dommages ou accidents causés à des tiers, lors ou par suite de l'exécution des travaux, résultant soit de son propre fait ou de son personnel.

1.7.5. Brevets.

L'Entrepreneur garantit qu'il a la propriété des systèmes, procédés ou objets qu'il emploie et, à défaut, s'engage auprès du Maître d'ouvrage à acquérir toutes les licences nécessaires relatives aux brevets qui les couvrent.

1.7.6. Contacts avec les services publics et privés.

L'Entreprise est chargée d'établir à ses frais tous les contacts avec les services publics et privés, afin d'assurer une parfaite réalisation des installations.

Ces démarches s'effectueront sous le contrôle et en accord avec le Maître d'œuvre, qui devra être tenu au courant des demandes d'agrément, et recevra une copie des accords obtenus.

A défaut, ne pouvant justifier de ses démarches, l'Entrepreneur du présent lot supportera les frais éventuels des modifications demandées par les services officiels.

L'Entrepreneur assistera aux vérifications avant la mise en service et exécutera à ses frais les modifications éventuelles qui seraient nécessaires pour rendre ses installations conformes aux Normes et aux règlements en vigueur.

1.7.7. Dispositions d'hygiène et de sécurité.

L'entrepreneur doit se conformer au C.C.A.P. de l'opération.

Dispositions particulières à prendre pour la réalisation de travaux postérieurs à la réception des ouvrages par l'utilisateur.

Après réception des installations, celles-ci entreront en service au profit du Maître d'Ouvrage ou tout mandataire de celui-ci.

L'Entrepreneur, chargé de la réalisation des travaux du présent chapitre, pourra être appelé à effectuer postérieurement à la réception, sur une durée de 1 an, certains travaux tels que, par exemple :

- *travaux de levées de réserves,*
- *réparations,*
- *entretien,*
- *vérifications d'essais,*
- *travaux complémentaires à la demande du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre,*
- *transport et manutention du matériel,*
- *etc.*

Pour effectuer ces travaux, l'Entrepreneur devra se conformer entièrement aux dispositions du décret du 26 décembre 94 et de ses arrêtés d'application, fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

1.7.8. Equipements de sécurité.

Les personnels devront disposer et utiliser les équipements individuels et collectifs de sécurité, qui devront être en bon état et le cas échéant avoir fait l'objet des vérifications réglementaires.

D'une manière générale, l'attention de l'Entreprise est également attirée sur le fait que le non respect des mesures de sécurité pourra conduire à l'exclusion du chantier de la ou des personnes concernées.

1.8. Prescriptions techniques générales.

1.8.1. Nature et qualité des matériaux et produits en général.

Les matériaux et produits devant être mis en œuvre dans les ouvrages à la charge du présent lot devront impérativement répondre aux conditions et prescriptions ci-après.

Les matériaux et produits prévus dans les DTU ou faisant l'objet de normes NF ou EN devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Les matériaux et produits dits « non traditionnels », non prévus dans les DTU et ne faisant pas l'objet de normes NF ou EN, devront selon le cas :

- *faire l'objet d'un Avis Technique ou d'un Agrément technique européen ;*
- *être admis à la marque NF ;*
- *être titulaires d'une certification ou d'un label.*

1.8.2. Spécifications particulières concernant les matériaux et produits.

Les matériaux et fournitures entrant dans les ouvrages du présent lot devront répondre aux prescriptions des DTU et normes en vigueur.

1.8.2.1. Matériaux pour plafonds.

Matériaux pour plafonds - Famille 1 - Matériaux d'origine minérale et végétale.

Matériaux pour plafonds - Famille 2 - Matériaux métalliques.

Matériaux pour plafonds - Famille 3 - Matériaux de synthèse.

Matériaux à base de plâtre.

Matériaux pour plafonds en staff.

Dispositifs de suspension.

1.8.2.2. Matériaux isolants thermiques.

Les matériaux isolants thermiques devront impérativement être certifiés ACERMI.

Ils devront absolument comporter sur l'emballage un logo avec étiquette informative comportant notamment :

- *la marque du produit,*
- *les caractéristiques et niveaux d'aptitude certifiés,*
- *le classement ISOLE.*

Ces matériaux devront être classés M0 ou M1.

1.8.2.3. Matériaux isolants acoustiques.

Les matériaux isolants à but acoustique seront à base de fibres minérales.

Ils seront teintés dans la masse noire ou revêtus sur la face apparente d'un voile de verre noir, ou ensachés noirs.

Ces isolants devront comporter sur l'emballage une étiquette informative donnant tous les renseignements nécessaires.

Ces matériaux doivent être classés M0 ou M1.

1.8.2.4. Autres matériaux constitutifs des plafonds.

Ossatures et suspentes métalliques.

Les ossatures métalliques seront des profilés en acier, avec ou sans profilés en alliage léger. Ces profilés devront avoir subi avant mise en œuvre un traitement de protection contre la corrosion.

Ces traitements devront répondre aux spécifications du DTU 58.1.

Ossature en bois.

Les ossatures en bois devront avoir été traitées insecticide et fongicide.

Pièces accessoires.

Toutes les pièces accessoires, visseries, etc., devront obligatoirement avoir été traitées contre l'oxydation et/ou l'oxydation par galvanisation, électrozingage, anodisation ou autre, selon le cas.

1.8.3. Choix des matériaux.

Les matériaux employés devront avoir fait l'objet d'essais et avoir obtenu un avis technique du CSTB mentionnant leurs qualités.

La mise en œuvre des matériaux devra être strictement conforme aux prescriptions du fabricant.

1.8.4. Protection incendie.

La réglementation de sécurité incendie fixe les exigences de réaction au feu des matériaux constitutifs des plafonds et de résistance au feu des ensembles plafond-plancher ou couverture-plafond ou écran sous toiture pour les différents types de constructions, et plus particulièrement en ce qui concerne les bâtiments d'habitation et les ERP (Établissements recevant du public).

En ce qui concerne la « réaction au feu » des matériaux constituant les plafonds, l'entrepreneur sera tenu de s'assurer que le classement « réaction au feu » des matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre, correspond bien au classement M0, M1, etc. exigé par la réglementation pour le ou les locaux concernés.

La mise en œuvre des matériaux classés devra être réalisée en conformité absolue avec les prescriptions de pose des textes officiels, des Avis Techniques ou des instructions du fabricant.

1.9. Prescriptions de mise en œuvre.

1.9.1. Généralités.

Les travaux seront soumis aux conditions et prescriptions des différents DTU, selon le type de plafond.

Les travaux comprendront implicitement tous ouvrages principaux et accessoires nécessaires quels qu'ils soient, tant en ce qui concerne les ossatures, suspentes, fixations, etc. que les plafonds proprement dits et les ouvrages de finition.

L'ensemble des travaux devra, d'autre part, être réalisé d'une façon absolument conforme aux prescriptions de mise en œuvre du fabricant du type de plafond considéré.

1.9.2. Supports des plafonds.

Il appartiendra à l'entrepreneur du présent corps d'état de se mettre en rapport en temps voulu avec le ou les entrepreneurs chargés de l'exécution des ouvrages constituant les supports des plafonds, afin de leur donner toutes indications utiles avec tous dessins cotés à l'appui, pour ce qui est des percements, douilles, fers ou crochets en attente, rails de fixation, etc. à prévoir dans ces supports.

Dans les cas de douilles, rails, fers ou crochets en attente à incorporer au coulage des ouvrages, l'entrepreneur du présent corps d'état fournira ces accessoires au maçon et il en contrôlera la mise en œuvre.

1.9.3. Ossatures - Suspentes – Fixations.

Pour tous les plafonds de tous types, l'entrepreneur du présent lot devra l'exécution de tous ouvrages nécessaires à la réalisation des ossatures de fixation et de pose.

Ces ossatures comprendront tous les éléments utiles en fonction du type de plafond et de la nature du support.

L'entrepreneur déterminera la disposition et les sections des différents éléments de l'ossature en fonction des portées, du type de plafond, de la nature du revêtement, des surcharges dues à l'appareillage électrique ou autres, etc. de manière à assurer dans tous les cas une tenue parfaite des plafonds et à donner toutes garanties de sécurité.

Toutes les fixations des éléments de l'ossature sur le support seront à la charge du présent corps d'état.

Sur des supports en béton, ces fixations se feront soit par pisto-scellement, soit sur douilles ou rails incorporés au coulage, soit sur des crochets laissés en attente au coulage, soit par tout autre moyen efficace à faire agréer par l'Entreprise générale, à l'exclusion des scellements en sous-face de plancher.

L'entrepreneur du présent lot devra reconnaître et se renseigner sur les caractéristiques de la structure support. Il s'assurera que cette structure pourra répondre aux sollicitations mécaniques prévues.

Dans le cas de plancher préfabriqué, il prendra contact avec l'entrepreneur ayant réalisé le plancher afin de déterminer d'une manière précise les points de fixation afin de ne pas détériorer les torons précontraints.

Sur des supports métalliques, ces fixations se feront soit par boulonnage sur percements prévus en attente, soit à l'aide de colliers, étriers ou crochets spéciaux.

Sur des supports en bois, ces fixations se feront par tire-fonds ou vis à bois de dimensions adéquates.

Tous les éléments de l'ossature et ceux de fixation en métal ferreux seront traités contre la corrosion, soit par galvanisation à chaud, soit par métallisation au zinc, éventuellement, mais en aucun cas par peinture spéciale.

1.9.4. Revêtement de plafond.

Les éléments du revêtement de plafond seront fixés sur l'ossature suivant le système prévu par le fabricant.

Cette fixation devra être telle qu'il ne puisse se produire aucune déformation du revêtement par suite de dilatations ou autres causes.

En aucun cas, la fixation quelle qu'elle soit ne devra être visible sur le parement fini.

La finition du plafond devra être très soigneusement réalisée notamment en ce qui concerne les ajustages en rives et au droit des pénétrations, en aucun cas par un couvre-joint rapporté sous le plafond.

1.9.5. Coordination avant et pendant les travaux.

Au cours de la période de préparation, l'entrepreneur du présent lot devra :

- *remettre à l'entreprise de gros-œuvre par le canal de l'Entreprise générale, toutes indications relatives à l'état de livraison, à la préparation, etc. des supports destinés aux travaux du présent lot ;*
- *remettre aux autres entreprises intéressées, toujours par le canal de l'Entreprise générale, tous les renseignements et éléments nécessaires pour guider lesdites entreprises dans la préparation ou l'exécution des ouvrages pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot.*

En complément aux prescriptions des DTU, l'entrepreneur sera tenu de prendre contact en temps opportun avec les entrepreneurs des autres corps d'état afin de prendre conjointement toutes dispositions pour assurer une parfaite coordination de leurs travaux respectifs.

1.9.6. Sujétions imposées par les impératifs des autres corps d'état.

L'entrepreneur du présent lot aura à sa charge, sans supplément de prix, toutes les sujétions d'exécution imposées par les impératifs des autres corps d'état, notamment :

- *toutes façons de trappes ou volets amovibles ou autres parties de revêtement démontable, pour permettre l'accès aux robinets, tuyauteries, boîtes de dérivations, etc.,*
- *tous percements et découpages pour passage de tuyauteries, gaines, bouches de ventilation contrôlée ou de soufflage, etc.,*
- *tous découpages pour mise en place d'appareils d'éclairage ou autres encastrés dans les plafonds.*

1.9.7. Joints de dilatation.

Les joints de dilatation seront traités dans les conditions précisées au DTU 58.1.

Les couvre-joints nécessaires seront à fournir et à poser par le présent lot.

Ils serviront de modèle à présenter à l'Entreprise générale pour approbation.

1.9.8. Nettoyage.

Les chutes, emballages, déchets et tous gravois produits par les travaux seront ramassés et descendus par l'entrepreneur en un point fixé par le Maître d'œuvre, peu avant la réception.

Un nettoyage complet des ouvrages sera exécuté avant livraison par le titulaire du présent lot.

2. DESCRIPTIONS DES OUVRAGES.

2.1. Plafond bois extérieur.

Fourniture et mise en œuvre de plafond en bois massifs linéaire en module ouvert de marque HUNTER DOUGLAS ou techniquement équivalent.

Essence de bois au choix de l'architecte dans la gamme du fabricant.

Dimensionnement des lames et écartement des joints selon plans et détails de l'architecte.

Le système de plafond bois est composé de lames linéaires bois massif pourvus de rainures au dos permettant de les fixer sur le système de suspension.

Ossature composée de rail métallique avec clips de fixation prémontés, support des lames bois, fixés à l'aide de suspentes.

Mise en œuvre selon les prescriptions du fabricant et les détails des plans architecte. L'écartement entre supports ainsi que le nombre de suspentes seront déterminés par le fabricant.

En sous-face des locaux chauffés, mise en œuvre d'une isolation thermique de 200 mm épaisseur par laine de verre avec pare-vapeur, en 2 couches croisées de 100 mm épaisseur chacune.

IL sera fait emploi des ouvrages de finitions en profilés aluminium laqué, teinte au choix de l'architecte, dans la gamme du fabricant.

Compris toutes sujétions de découpes et de réservations pour les lots techniques.

Localisation :

Selon tableau de repérage des finitions des plafonds, notamment :

- **Bâtiment Village :** Plafond extérieur de la Cour couverte du niveau R +1.

2.2. Plafonds suspendus en dalles de laine minérale.

Fourniture et mise en œuvre de plafonds suspendus en panneaux de laine minérale type SAHARA de chez ARMSTRONG ou techniquement équivalent.

Panneau à surface blanche finement sablée et microperforée offrant un taux de réflexion à la lumière de 84,5 à 85,5 %.

Coefficient d'absorption acoustique Alpha w = de 0.65.

Atténuation latérale : jusqu'à 39 dB.

Classement Euroclasse : A2-s1,d0.

Résistance à l'humidité : 95 %.

Dalles de dimensions 600 x 600 mm.

Couleur : blanche.

Bords droits pour pose sur ossature apparente.

Pose sur ossature apparente en T24 de couleur blanche, composée de porteurs et d'entretoises. L'ensemble formant un module de 600 x 600 mm avec mise en place, en périphérie, d'une cornière de rive de type 20 x 20 mm, de couleur Blanche.

Compris toutes sujétions de découpes et de réservations pour les lots techniques et façon de jouées de faux plafonds en BA 13.

Mise en œuvre selon les prescriptions du fabricant.

Localisation :

Selon tableau de repérage des finitions des plafonds, notamment :

- **Bâtiment A :** Pour l'ensemble des plafonds des bureaux, salle de réunion, espace attente, oratoire, sanitaires, locaux enseignements et foyer supérieur, des niveaux R +1 à R +4 de la surélévation.
- **Bâtiment Village :** Pour l'ensemble des plafonds des locaux enseignements, foyer, salles des professeurs, circulations attenantes, sanitaires des niveaux R +1 et R +2.
- **Administratif :** Pour l'ensemble des locaux existants restructurés du niveau Cour.

2.3. Faux-plafonds existants.

Remaniement de faux-plafonds existants au droit du passage des canalisations de reprise des entrées d'eau en terrasse haute.

Cette prestation comprend notamment :

- la dépose des dalles de plafonds suspendus existants avec soin pour repose ultérieure,
- la dépose des ossatures, si nécessaire, compris les ossatures porteuses et entretoises,
- l'isolation existante,
- la remise en place des ossatures,
- la fourniture et pose d'une isolation thermique neuve à l'identique de l'existant,
- la remise en place des dalles de plafonds suspendus précédemment déposés compris le remplacement si nécessaire des dalles abîmées à l'identique de l'existant,
- et toutes sujétions de découpes et de réservations au droit des passages des lots techniques,
- etc.

Localisation : Selon plans et détails architecte, plans des lots techniques et notamment :

- **Bâtiment Village :** En plafond des salles de classes, niveau rez-de-chaussée, au droit du passage des canalisations de reprise des entrées d'eau de la coursive de la terrasse à R +1.

2.4. Jouées BA 13.

Pour mémoire – Prévues lot 08 – Cloisons / Doublages / Plâtrerie.